

REPUBLIQUE DU NIGER

REGION DE DIFFA



GROUPE DE TRAVAIL PROTECTION DIFFA

MARS 2021


MONITORING DE PROTECTION

*Communes de Diffa, Chétimari, N'guigmi, Gueskerou,
Maine-Soroa, Toumour, Kabléwa, Foulatary*

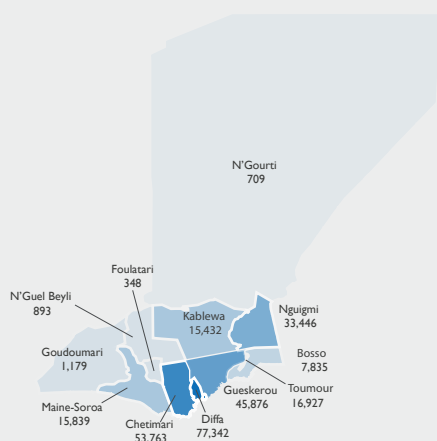


Chiffres globaux - Région de Diffa Janvier 2021

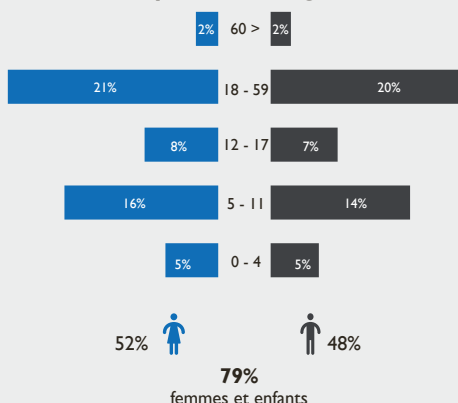

74,621
ménages


269,589
individus

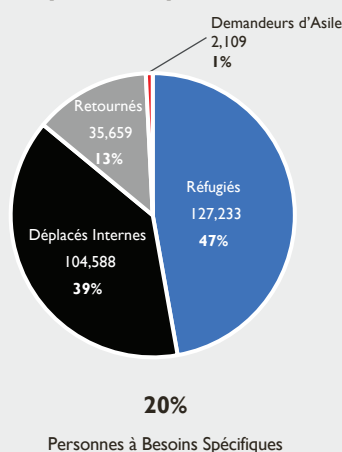
Répartition géographique des déplacés



Pyramide des âges



Répartition par statut



(Top 5 : Protection juridique et physique, Femme à risque

Enfant à risque, Parent célibataire, Personne âgée à risque, etc.)

I. APERCU DE L'ENVIRONNEMENT SECURITAIRE ET DE PROTECTION

Tout au long du premier trimestre de l'année 2021, la situation sécuritaire de la région de Diffa aura été imprévisible. Marquée par l'omni-présence des éléments des GANE dans les localités habituelles, elle a considérablement impacté la situation de protection. Plongeant ainsi les populations dans une psychose généralisée et permanente.

A la suite de l'accalmie relative observée durant les mois de janvier et février, le mois de mars a été caractérisé par une présence massive des éléments des GANE sur les berges de la Komadougou. Un tel état de fait a eu comme première conséquence, l'incursion meurtrière conduite sur la ville de Mainé-Soroa dans la nuit du 02 au 03 mars 2021 et ayant concerné le Groupe-ment de Gendarmerie. Le bilan des deux (02) gendarmes tués et des importants dégâts matériels est assez révélateur de l'extrême capacité de nuisance des GANE. Dans la première semaine de mars, ce sont cinq (05) civils qui ont été tués à Bosso et N'Guigmi. Le retrait des eaux de la rivière Komadougou Yobe est certainement la cause du rebond en termes d'incidents de protection. Les enlèvements avec demande de rançon se sont poursuivis et prennent de plus en plus de l'ampleur. L'enrôlement forcé de quatre (04) jeunes de 15 à 20 ans à Tam et Lada et le pillage de plusieurs boutiques sont assez révélateurs du besoin de renforcement de capacités humaines, opérationnelles, matérielles et financières des GANE. A Mainé Soroa comme à Chétimari, les éléments des GANE ont perpétré des violations de droits humains, notamment dans quinze (15) localités (2 à Mainé Soroa et 13 à Chétimari).

Quant à la problématique des engins explosifs improvisés (EEI), elle se pose, en mars encore, avec autant d'acuité qu'en janvier et février. Deux (02) incidents ont été rapportés et ayant fait un (01) blessé grave. Ce qui élève à six (06) le nombre d'incidents EEI rapportés au titre du premier trimestre 2021. Mais il convient de noter la découverte et la destruction d'un obus enfoui dans le sol en plein centre-ville de Diffa le 22 mars 2021.

La thématique des taxations illégales fait progressivement son bout de chemin dans le contexte de la région de Diffa. C'est ainsi qu'à Chétimari (berge de la Komadougou yobe) et N'guigmi (dans les îles du Lac Tchad), les populations disent avoir été contraintes par les éléments des GANE à payer une somme d'argent en fonction des activités (Elevage ; Pêche, Agriculture). Le montant de ces taxes avoisinerait 1000 Nairas par personne et par tête de bovin ainsi que sur tout sac de poisson pêché. Il peut également être perçu en nature (payé par des bovins)

En somme, le premier trimestre de l'année a été marqué par la recrudescence des incidents de protection. L'environnement de protection de la région de Diffa est largement tributaire de l'environnement sécuritaire qui tarde à passer à un scénario acceptable. Et ce sont les populations civiles qui continuent à subir les dures conséquences d'une telle dégradation, même si les positions des FDS ne sont pas en reste.

La situation sécuritaire est d'autant plus préoccupante qu'au cours de la période de rapportage, les équipes en charge de monitoring de protection ont rapporté 638 incidents de protection pour le seul mois de mars et ayant impacté 758 personnes.

Au total, pour le compte du premier trimestre de l'année 2021, 812 incidents de protection ayant affecté 1643 personnes ont été rapportés.

Au chapitre des mouvements de population, en mars 2021, ce sont 515 ménages de 2783 personnes qui ont effectué des mouvements inter sites dans la région de Diffa.

En conséquence, pour le premier trimestre 2021, **1559 ménages de 9,859 personnes ont été identifiés en mouvement.**

II. CONTEXTE OPERATIONNEL

Le contexte opérationnel dans la région de Diffa reste marqué par :

- La crainte liée à la persistance des menaces d'enlèvements, extorsions de biens et assassinats que connaît la région ;
- La persistance du « no go » dans les communes de Bosso, Toumour, Gueskerou (Sud) qui connaissent des infiltrations répétées des éléments de GANE avec comme conséquence directe la réduction de l'accès humanitaire ;
- La faible couverture ou l'absence de réseau téléphonique dans certaines zones (Bosso, Toumour, Kablewa, N'Guigmi) ;
- La réduction d'accès à certaines zones par les autorités, du fait des opérations militaires ;
- La persistance des incidents EEI dans certaines zones polluées (Chetimari, Toumour, Bosso, Gueskerou, N'Guigmi et Mainé Soroa) ;
- La pandémie COVID qui limite certaines interventions ;
- La persistance des cas d'incendies affectant de plus en plus des ménages ;
- La note du Ministère des affaires étrangères imposant l'escorte militaire aux acteurs humanitaires pour leur déplacement sur le terrain ;
- Les taxes illégales imposées par les GANE aux populations résidentes des localités hors d'atteinte des FDS ;

Chiffres clés du rapport



2,783 individus en mouvement en mars 2021

8,749 individus en mouvement au premier trimestre 2021

Mouvements inter-sites

2,783



III. MOUVEMENTS DES POPULATIONS DANS LA REGION

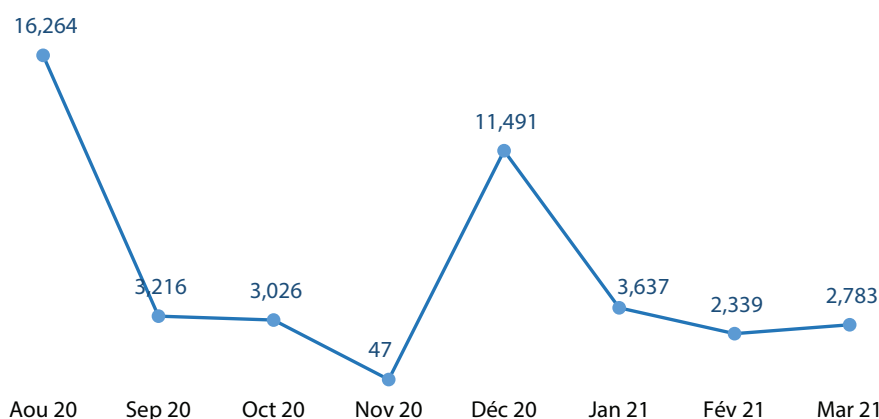
Au vu des chiffres rapportés en mars (2,783), il a été constaté une légère hausse des personnes en mouvement par rapport au mois précédent (2,339). Toutefois, il est à considérer que les chiffres du mois de Mars sont en deçà de ceux de janvier (3,638). L'un dans l'autre, il convient de relever que la régression des chiffres des mouvements au titre du premier trimestre 2021 est imputable au fait que les populations, fatiguées de se déplacer indéfiniment, ont fini par opter pour la stabilité et la résilience.

Aussi, jadis pôle attractif privilégié des personnes en déplacement, la commune urbaine de Diffa a été délaissée au profit des communes de N'guigmi et de Mainé Soroa, qui contiennent à elles seules la quasi-totalité des personnes en mouvement au cours de ce trimestre.

Comparativement au dernier trimestre de l'année 2020 (17,425), les présents chiffres sont en baisse considérable. En effet c'est l'incursion armée du 12 Décembre 2020 à Toumour, ayant impacté plus de 30,000 ménages, qui explique cet état de fait.

Ces mouvements observés au cours de ce trimestre sont pour la plupart des mouvements inter sites et des îles du lac Tchad. Aussi quelques mouvements sont enregistrés en provenance du Tchad et du Nigeria.

Mouvements de population depuis Aout 2020

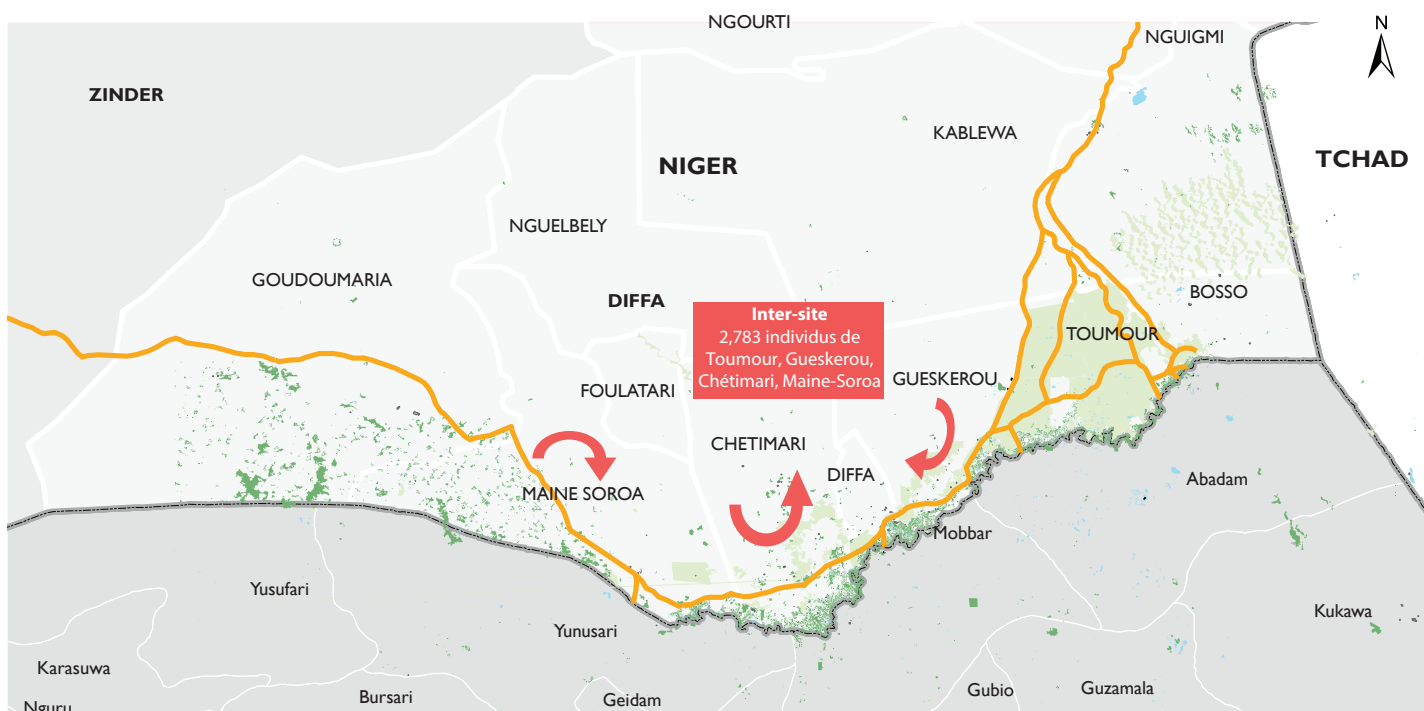


A ces mouvements inter- sites, s'ajoute un mouvement de **37 ménages de 190 personnes** en provenance du Tchad qui se sont installées à Kindjandi. Ces personnes, installées dans les îles du lac Tchad, ont dû fuir les combats pendant l'opération « Colère de Bohoma » pour se réfugier au Tchad. Eu égard à la situation sécuritaire qui demeure très sensible dans le pays d'accueil, elles ont préféré retourner au Niger.

Localité provenance	Site d'accueil	Nombre de ménage	Nombre des personnes				Statut				Total
			Homme	Femme	Fille	Garçon	Réfugié	IDPs	Retournés	Hôte	
Karaoua (Maine-Soroa)	Doubai (Diffa)	18	14	18	39	32	-	103	-	-	103
Souwaka (îles du Lac)	N'gotogol (N'guigmi)	232	N/C	N/C	N/C	N/C	N/C	1,232	-	-	1,232
Gremadi (Toumour), Kandil Youra (Maine-Soroa)	Garin Wanzam (Gueskerou), Kandil Youra (Maine-Soroa)	237	150	245	567	280	230	892	130	-	1,252
Djocka (Maine-Soroa)	Koublé Igre (Maine-Soroa)	8	7	9	23	15	-	-	54	-	54
Djororo (Maine-Soroa)	Madiane (Chetimari)	20	17	27	46	52	-	-	142	-	142
Total		515	188	299	675	379	230	2,227	326	-	2,783

Tableau des mouvements de population en mars 2021 dans la région de Diffa, Niger

CARTE DES MOUVEMENTS DE POPULATION DANS LA REGION DE DIFFA AU NIGER AU MOIS DE MARS 2021



IV. INCIDENTS DE PROTECTION

638 incidents de protection ayant impacté 760 personnes ont été rapportés au cours de ce mois de Mars portant à 745 le nombre total d'incidents enregistrés touchant 1645 personnes au cours du trimestre. On note une hausse significative des incidents pendant le mois de mars 2021, contrairement aux mois de janvier (53) et de Février (54). Trois raisons peuvent expliquer cette situation :

D'une part, l'enregistrement des taxations des GANE dans les îles du Lac Tchad et les localités périphériques de la Komadougou Yobe. En effet, pour pouvoir mener à bien leurs activités et en toute quiétude, les populations sont obligées de payer aux GANE une taxe estimée à environ 1000 Nairas.

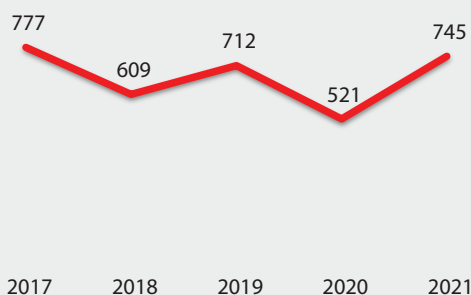
D'autre part, vu que les populations des communes de Gueskerou, Toumour et Bosso ont fui leurs différentes localités pour rallier la commune de Diffa et ses alentours, les GANE se voient dans l'obligation d'étendre leur capacité de nuisance sur les localités des communes de Chétimari, Mainé Soroa, Kabléwa et N'guigmi.

Aussi, le retrait progressif des eaux de la rivière Komadougou Yobe et la crue des eaux du Lac Tchad qui réduit les aires de pâturages et de cultures, expliqueraient en partie cette tendance à la hausse.

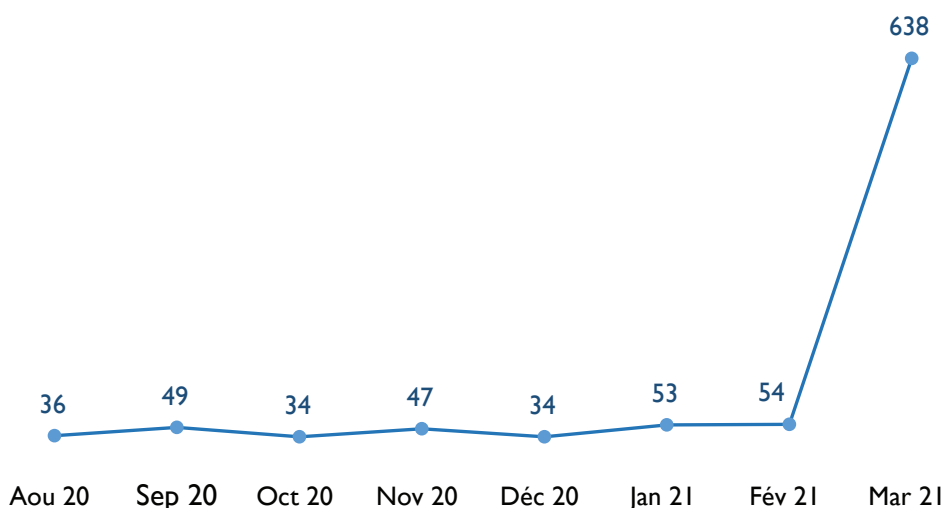


745 incidents rapportés au premier trimestre de l'année 2021 ;

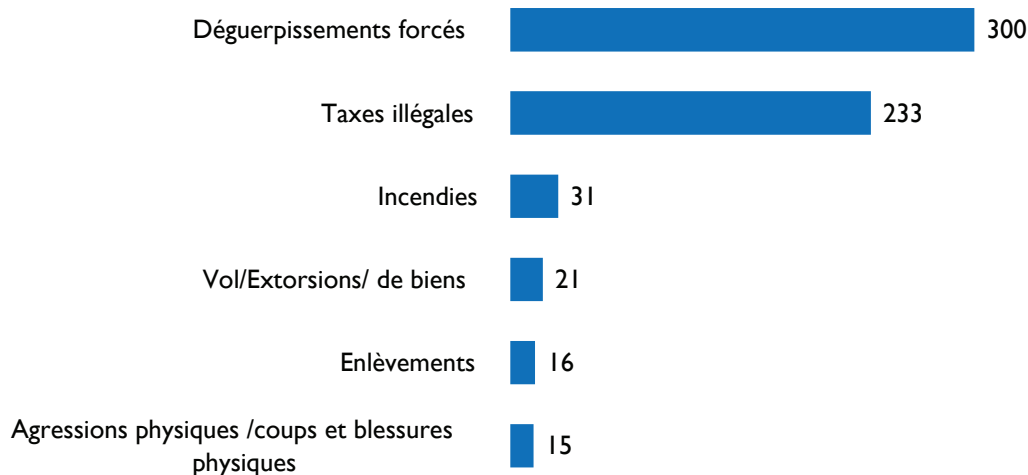
Incidents rapportés depuis 2017



Incidents de protection de Aout 2020 à Mars 2021



Top 6 des incidents de protection par typologie en Mars 2021



I. Tableau récapitulatif des incidents par typologie

L'analyse des incidents de ce mois de mars 2021 montre que les **déguerpissements (300)** et les **taxations illégales (233)** occupent les deux premières places. En troisième position, viennent, à ex-aequo, les cas de vols et les incendies (21 incidents chacun). Les cas d'enlèvements (16), d'agressions physiques (15) et les VBG (11), occupent respectivement les 5ème, 6ème et 7ème rangs. Les cas d'homicides (6), les arrestations arbitraires (02), les incidents EEI (02) et les enrôlements forcés (02), ferment la marche.

Au titre du trimestre, hormis les cas de déguerpissement (300) et les taxations illégales (233) survenus uniquement en mars et que nous souhaitons en marge de ce classement, ce sont les incendies (61), les enlèvements (45), les vols et extorsions de biens (32) et les agressions physiques (28) occupent les premières places. Suivent, avec non des moindres scores, les VBG (16), les homicides (13), les arrestations arbitraires (11), l'exposition aux mines et REG (05), les recrutements forcés (01).

Incidents par localités	Violation du droit à la liberté			Violation du droit à la propriété			Violation du droit à la l'intégrité physique				Violences sexuelles					Total
Localités	Arrestations arbitraires	Enlèvements	Recrutement / Enrôlements forcés	Vols/Extorsions/ de biens	Incendies	Taxes illégales	Déguerpissements forcés	Homicides	Aggressions physiques /coups et blessures physiques	Mines exposition	Viols	Aggressions sexuelles	Aggression physiques	Mariage forcé	Violences psychologiques	
Diffa		1			14		300	3	6	1				1	1	327
N'guigmi				10	5	232					2	2	2	1	2	256
Chetimari		2		7	1	1		2	9							22
Gueskerou	1	7		4	1											13
Kabléwa		5	1		6											12
Bosso	1				2											3
Maine-soroa								1		1						2
Foulatari					2											2
Toumour		1														1
Total	2	16	1	21	31	233	300	6	15	2	2	2	2	2	3	638

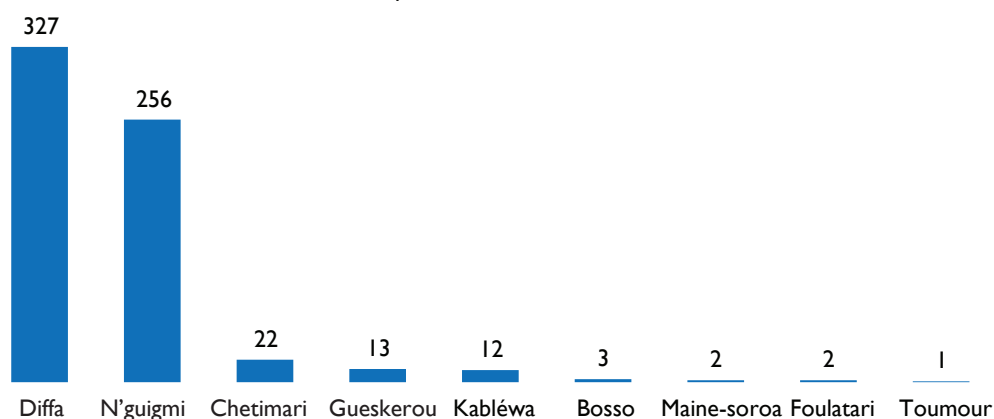
Tableau des incidents de protection par commune dans la région de Diffa en mars 2021.

2. Répartition des incidents par commune

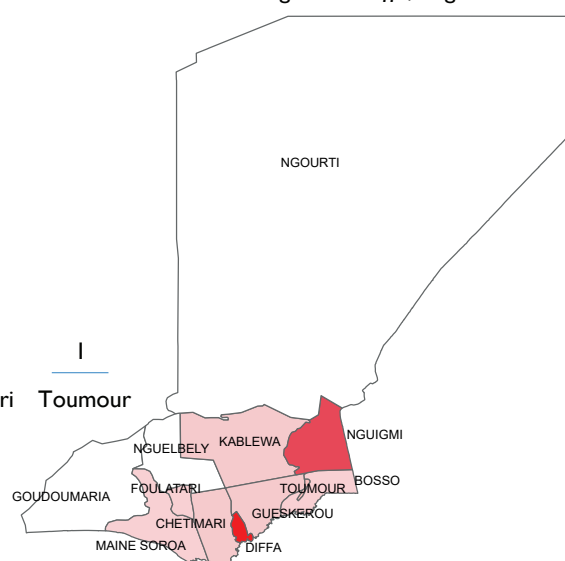
Les communes de Diffa et de N'guigmi, enregistrant respectivement 260 et 258 incidents, ont été les plus impactées. En effet les déguerpissements des IDPs par les propriétaires terriens dont ils occupent les parcelles à Diffa, et l'imposition des taxes illégales par les GANE confortent une telle réalité. Viennent ensuite les communes de Chetimari (23), Gueskerou (13) Kabléwa (12). Les incidents les plus récurrents dans lesdites communes sont les cas d'agressions physiques, de vols, d'enlèvements et d'homicides.

Les communes de Bosso (03), Foulatari (02), Toumour (01) et Mainé-Soroa (01) ont été atteintes dans une moindre mesure.

Incidents par commune en Mars 2021



Carte de la région de Diffa, Niger



3. Répartition des victimes par statut légal

Comme en Février, les déplacés (522) et les réfugiés (164) sont les communautés les plus atteintes contrairement au mois de Janvier où c'étaient les membres de la communauté hôte et les réfugiés.

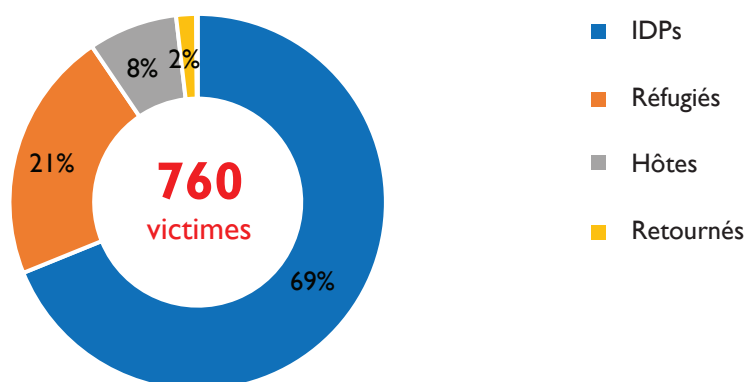
Pour le trimestre sous-revue, ce sont les IDPs qui ont été les plus impactés par les incidents avec **892 victimes**. Ils sont suivis des réfugiés, avec 492 personnes touchées. Viennent, ensuite, les membres de la communauté hôte (178), les retournés (69), les FDS (15), et enfin les migrants avec une (01) victime.

Ceci justifierait le fait que les personnes ont été atteintes par les incidents de protection indépendamment de leur statut légal.

Victimes	Arrestations arbitraires	Enlèvements	Recrutement/Enrôlements forcés	Vol/Extorsions/ de biens	Incendies	Taxes illégales	Déguerpissements forcés	Homicides	Agressions phy /coups et blessures physiques	Viols	Agressions sexuelles	Agression physiques	Mariage forcé	Violences psychologiques	Total
IDPs	1	15	1	18	48	233	200		3		2		1		522
Réfugiés		10		19	25		100	1	5	1		1	1	1	164
Hôtes	1	3		3	36			6	6	1		1		2	59
Retournés					11				2						13
Total	2	28	1	40	120	233	300	9	16	2	2	2	2	3	760

Tableau des auteurs des incidents de protection dans la région de Diffa en mars 2021.

Répartition des victimes par statut

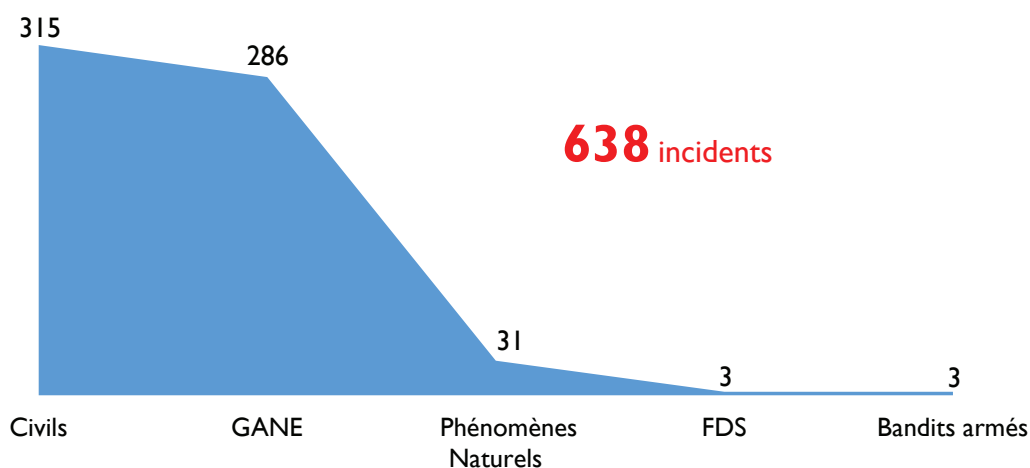


4. Répartition des incidents par auteur

Pour la toute première fois, les civils détrônent les GANE avec **315 contre 286 violations**. Le phénomène naturel, à travers les effets conjugués des vents secs d'harimattan et des matériels utilisés pour construire les abris, et responsable de 31 cas d'incendies, vient en troisième position. Les bandits armés et les FDS ferment la marche avec respectivement 3 incidents chacun.

Pour le trimestre, les civils occupent la première position, du fait des déguerpissements, des VBG, coups et blessures. Ils sont suivis des GANE, qui sont auteurs des homicides, enlèvements, taxations illégales. Suivent, ensuite, le phénomène naturel, les FDS et les bandits armés.

Auteurs des incidents de protection en Mars 2021



Situation des enlèvements

28 personnes ont été enlevées par les présumés éléments des GANES au cours de ce mois. Les communes les plus touchées en termes d'incident d'enlèvements sont : Gueskerou (07), Kablewa (5), Chetimari (02), Diffa (1) et Toumour (01). Ce qui porte à **111 le nombre des personnes détenues par les GANES en 2021**.

Parmi ces personnes, 06 ont été libérées sans paiement de rançon et 03 se sont échappées. A ce jour 99 personnes demeurent en captivité. Cependant, il convient de rappeler que 269 personnes enlevées en 2020 demeurent toujours en captivité.

V. COHESION SOCIALE / CONFLIT COMMUNAUTAIRE

Une bagarre a été enregistrée à Boulangouri dans la commune urbaine de Diffa. En effet, un agriculteur, ayant trouvé trois éleveurs dans son champ en train de faire paître leur troupeau, a été mortellement atteint par une flèche alors qu'il s'évertuait à conduire le troupeau chez le chef de village. Le conflit a été évité de justesse car, alertés et arrivés sur les lieux, les agriculteurs de Boulangouri n'ont pas trouvé les éleveurs qui avaient déjà rallié le Nigeria. Ces situations sont les principales causes des conflits communautaires qui endeuillent plusieurs familles dans la région de Diffa.

En réponse, une séance de sensibilisation sur la cohésion sociale a été organisée dans ladite localité, par les assistants de protection conjointement avec le comité protection.

VI. ACCES AUX BESOINS SOCIAUX DE BASE ET ASSISTANCE HUMANITAIRE (BESOINS PRIORITAIRES URGENTS)

I. Besoins identifiés

Au regard de l'hostilité du contexte sécuritaire, la situation de protection des populations est loin d'être reluisante. En témoigne la pertinence des recommandations contenues dans les deux (02) rapports d'évaluation multisectorielle (MSA) et des trois (03) rapports d'évaluation rapide de protection (ERP). La première évaluation multisectorielle (MSA), conduite à Kuble Igré a été déclenchée par le mouvement de 200 ménages de 1 020 personnes partis de Sirmandi près de Kuble Igré et de Goumsa près de Gaidam (Nigeria). L'autre évaluation multisectorielle (MSA), conduite à N'gortogol a été déclenchée par le mouvement de 232 ménages de 1 312 personnes partis de Soukawa pour rallier N'gortogol. Lesdites évaluations insistent à l'unisson sur les besoins suivants :

- Assistance en abris et NFI ;
- Construction de latrines.
- Assistance en vivres.
- Assistance des personnes à besoins spécifiques (PBS) ;
- Accès aux soins de santé ;
- Dépistage des enfants sur la malnutrition ;
- Accès des enfants à l'éducation.

Quant aux trois (03) évaluations rapides de protection (ERP) conduites à Blabrine, N'gagala et N'gortogol durant le premier trimestre 2021, elles font apparaître les besoins qui s'inscrivent dans ceux exprimés généralement par les populations vulnérables ainsi qu'il suit :

- Besoin sécuritaire;
- Besoin en éducation;
- Besoin en assistance légale;
- Besoins en soins de santé, notamment la mise en place des cliniques mobiles et l'approvisionnement des postes de santé en médicaments essentiels génériques ;
- Renforcement des capacités en eau potable, notamment à Ari Guirguidi et Djori Koulo ; où la pression pourrait exacerber les tensions communautaires ;
- Besoin en vivres;
- Besoin de cohésion sociale;
- Besoin d'abris et de biens non alimentaires ;
- Besoin en appui psycho- social ;
- Besoin d'assistance aux personnes à besoins spécifiques ;
- Besoin d'accompagnement des enfants à risque ;
- Besoin de latrines supplémentaires, pour éviter la défécation à l'air libre ;
- Besoin de protection des femmes et filles contre le sexe de survie.

2. Personnes à besoins spécifiques

106 nouveaux cas de PBS ont été identifiés et documentés par l'équipe dans les localités visitées au cours du mois de mars.

Données désagrégées des PBS identifiées en mars

Vulnérabilité	Nombre de personnes par localité	Statuts	Sexes	Total
Famille mono parentale extrêmement vulnérable	Diffa : 06 Djori Koulo 2 Koursari 1 Garin Wanzam/Waou 4 Toumour/Ndjawa 1	IDPs : 06 Réfugiés : 07 Retournés : 01	Femmes : 07 Hommes : 07	14
Personnes malade	Diffa : 03	Retourné : 01 Réfugiés : 02	Homme : 01 Femmes : 02	3
Personnes sans logement/ sans abris sûr	Diffa : 04 Nguigmi : 09	Réfugiés : 03 IDPs : 10	Hommes : 13	13

Personnes âgées extrêmement vulnérable	Diffa : 01	IDPs : 08	Femmes : 06	13
	N'guigmi : 03	Hôtes : 2	Hommes : 07	
	Djori Koulo/Garin Wanzam : 2	Réfugiés : 3		
	Djori Koulo : 4			
	Koursari : 2			
	Garin Wanzam/Waou			
Enfant handicapé	Koursari : 1	IDPs : 1	Garçon : 1	1
Enfant orphelin vulnérable	Djori Koulo/Garin Wanzam : 6	IDPs : 14	Garçons : 13	13
	Djori Koulo : 2	Réfugiés : 8	Filles : 9	9
	Koursari : 7			
	Garin Wanzam/Waou : 7			
Personnes handicapées	Djori Koulo/Garin Wanzam : 9	Hôtes : 6	Hommes : 27	27
	Djori Koulo : 13	IDPs : 20	Femmes : 13	13
	Koursari : 3	Réfugiés : 14		
	Garin Wanzam/Waou : 4			
	Ariguiguidi/site d'Abadam : 1			
	Toumour/site Ndjava : 10			
Totaux				106

VI. REPONSES APPORTEES

Au cours de ce trimestre, **Cent douze (112) assistances** ont été apportées.

Assistance matérielle:

- Soixante (60) personnes à besoins spécifiques ont été assistées en kits alimentaires. Il s'agit de :
- 31 femmes cheffes de ménage dont 16 à Ari Guirguidi 2 et 15 à Chenal ;
- 07 femmes victimes d'incident de protection ;
- 02 personnes vivant avec un handicap physique : 1 femme et 1 homme ;
- 03 personnes souffrant d'handicap mental : 1 femme, 1 fille et 1 homme ;
- 01 mal-voyant ;
- 13 femmes cheffes de ménage (8 à Boudouri et 5 à Awaridi) ;
- 02 femmes âgées à Boudouri ;
- 01 homme vivant avec handicap visuel à Boudouri.

Références:

- Cinquante-deux (52) personnes à besoins spécifiques ont été référées pour assistance médico- légale. Ce sont :
- (07) femmes victimes du meurtre de leur conjoint par les GANE ont été identifiées et référées pour la protection légale ;
- (03) femmes déplacées internes à la suite de l'incident de Toumour et référées par la CNDH, ont bénéficié d'une orientation juridique ;
- (04) femmes IDPs, en provenance de Toumour, à risque, vivant avec des enfants mineurs, victimes d'incidents de protection perpétrés par les GANE ont été référées pour des assistances appropriées ;
- (01) cas de destruction volontaire des biens a été référé pour une assistance juridique ;
- (01) cas victime de brûlure à la suite d'un incendie provoqué a été référé au Centre Hospitalier Régional (CHR) de Diffa pour des soins médicaux ;
- (04) personnes victimes de coups et blessures par les civiles dans les villages de Douguildi et Foulatari, commune de Foulatari, ont été référées aux Centres de santé intégrée (CSI) d'Issari et de Foulatari pour une prise en charge médicale ;
- (03) cas de coups et blessures infligés par des présumés éléments des GANE à des migrants d'origine tchadienne à la Gare de N'Guigmi ont été référés à l'Hôpital de District (HD) pour une prise en charge médicale ;
- (02) cas de coups et blessures référés dont l'un au centre de santé intégré (CSI) urbain et l'autre au centre hospitalier régional (CHR) de Diffa. Il s'agit d'un enfant autochtone âgé de 17 ans, victime de coups et blessures lors d'une bagarre, et un autre jeune garçon réfugié âgé de 18 ans, blessé par arme blanche. Ils ont tous bénéficié d'une prise en charge médicale ;
- 02 femmes victimes d'agression sexuelle à Awaridi ont été référés pour assistance légale ;
- 10 personnes présentant des signes de vomissement et de démangeaison ont été référées au CSI de Kindjandi pour des examens complémentaires ;
- 1 fille de 15 ans, victime de Mariage d'enfant à Djori Koulo, a été référée au Tribunal de Grande Instance de Diffa ;
- 1 fille de 15 ans réfugiée, victime de violence psychologique de la part de sa famille, a été référée chez le chef de village.
- 01 garçon hôte de 07 ans a été référé et suivi par la Direction Départementale de la promotion de la femme et de la protection de l'Enfant (DDPF/PE) de Diffa ;
- 02 femmes réfugiées et 01 homme retourné ont été référés pour des soins médicaux ;
- 01 homme et 01 femme hôtes et victimes de Référencement et suivi de 2 cas de traumatisme psychologique référés pour un appui psycho- social ;
- 11 victimes d'incidents de coups et blessures, détournement de mineurs, violence conjugale, ont été référées pour l'assistance médico- légale.

VII. PRINCIPAUX DEFIS ET RECOMMANDATIONS

A. Défis:

Les défis ci-dessous ont eu un impact sur la mise en œuvre des activités du monitoring de protection durant le premier trimestre de l'année 2021 :

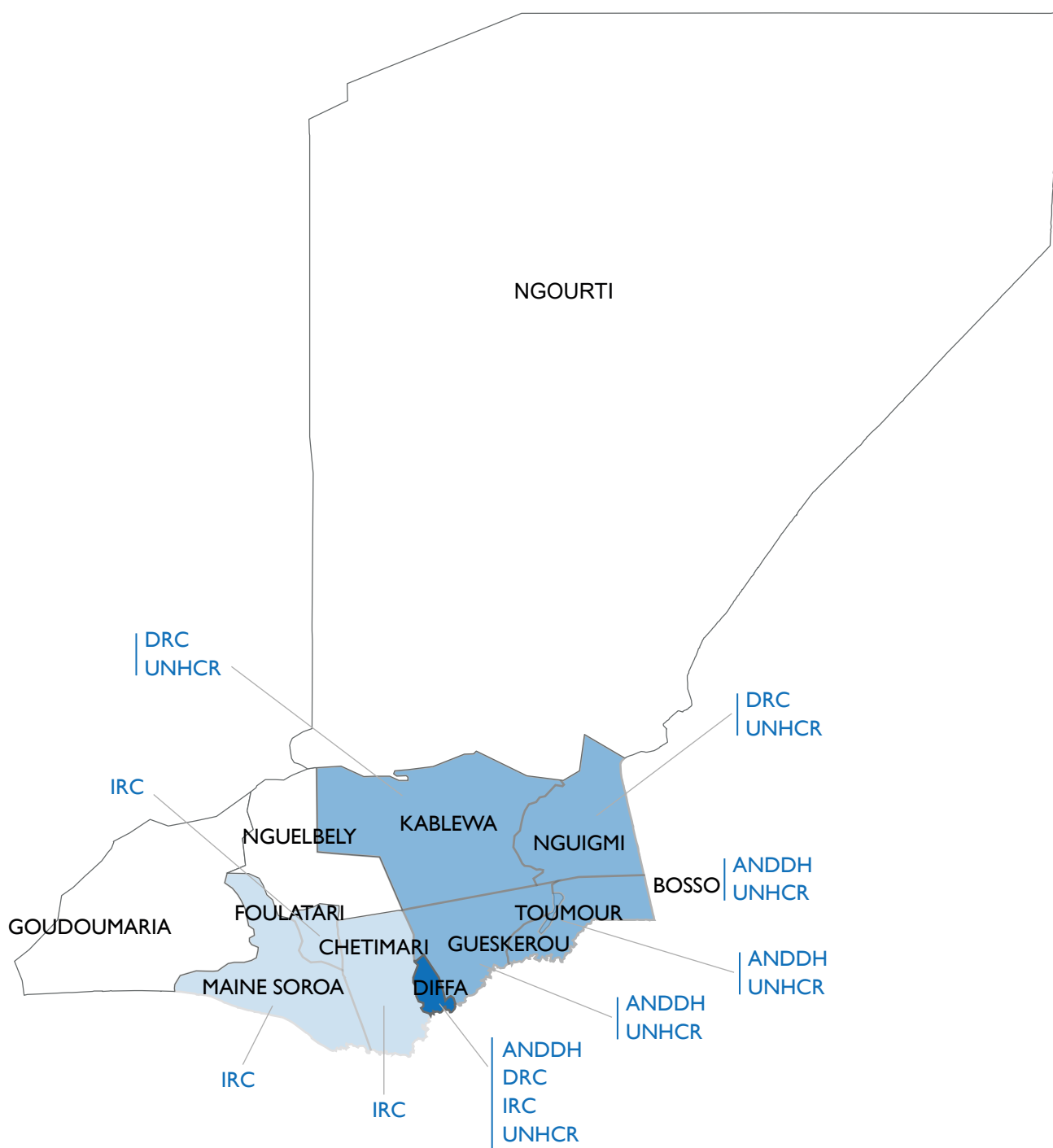
- La poursuite des mouvements secondaires des populations avec comme conséquence la non- maîtrise des flux qui impacte négativement le suivi de la situation de protection (délivrance de la réponse) ;

- La persistance de la détérioration de la situation sécuritaire qui affecte négativement l'accès humanitaire dans certaines zones ou localités affectées, du fait de l'activisme des GANE ;
- La non-satisfaction de certains besoins humanitaires et/ou l'insuffisance de l'assistance humanitaire ;
- La seconde vague de la COVID-19 qui limite la délivrance de la réponse humanitaire ;
- La persistance des cas d'incendie qui accentue la vulnérabilité des communautés.

B. Recommandations:

Domaine	Recommandations	Acteurs de suivi	Niveau d'urgence
Sécurité	Mener le plaidoyer pour le renforcement de la protection et de la sécurité des populations civiles ainsi que la facilitation de l'accès humanitaire dans les zones reculées et identifiées comme « No go »	GTP / FDS	Très urgent
	Poursuivre et intensifier les sensibilisations sur les risques d'incendie en période d'harmattan	GTP Acteurs de protection	Très urgent
Coordination	Renforcer la collaboration avec les clusters ABRIS, NFI, WASH pour une prise en charge adéquate des victimes d'incendies et des personnes nouvellement déplacées	GTP/Inter GS	Urgent
	Vulgariser la cartographie des intervenants et mettre à jour le circuit de référencement	GTP	En continu
	Faire le suivi des recommandations RRM relatives aux sites de déplacés	GTP	En continu
	Faire le suivi de la mise en œuvre des plans de contingence d'assistance en abris et en vivres pour répondre promptement aux nouveaux besoins humanitaires	GT SECAL/ ABNA	Urgent
Cohésion sociale	Organiser des activités de sensibilisation sur la cohésion sociale au niveau des nouveaux sites de déplacés	GTP/SFCG	En continu
Protection Générale	Poursuivre l'accompagnement des acteurs de protection à l'adaptation des activités	Acteurs de protection (monitoring)	
	Poursuivre les orientations/Conseils juridiques individuels et collectifs des personnes en besoin d'assistance légale	Acteurs de protection (monitoring)	
	Procéder à la mise en place et l'opérationnalisation de la task Force LTP	GTP	
	Procéder à la mise en place de la Task Force Mines et REG	GTP	Très urgent

Carte des acteurs de Monitoring de Protection dans la région de Diffa, Niger



Contacts:

Hassane Tchima Garba (gtchima@yahoo.fr),
Coordination GTP Diffa, Niger

Bertrand Yamaha Ndjambou (yamahand@unhcr.org)
Coordination GTP Diffa, Niger